

14e université d'été du Conseil français des urbanistes Compte-rendu des séances plénières Bordeaux / 3 et 4 septembre 2009

L'Agence Innovapresse

Atelier 1

Campus versus campus : concepts multiples

(chapo) - « L'état des universités est un signe de la vitalité d'une ville », estime Catherine Trautmann, présidente de l'Atelier « Campus versus campus ». Mieux, selon l'ancienne maire de Strasbourg, aujourd'hui élue de la communauté urbaine sur les questions universitaires et de développement économique, « l'université est un élément de l'histoire urbaine ». Si le développement universitaire s'est construit autour de campus multi-sites, la tendance est aujourd'hui à « une démarche de mutualisation d'espaces et de coopération en réseau » car « l'université prend une dimension européenne », encourage la députée européenne.

Selon Jérôme Grange, directeur de l'Agence d'urbanisme de Grenoble, deux modèles se dessinent : le campus disséminé de type Quartier Latin à Paris et le campus externalisé, monolithique. Ce dernier, désormais « gagné par la ville », donne lieu à des reconversions aussi bien en son sein que sur ses franges.

La marque des rivalités religieuses en Belgique

L'architecte urbaniste Jean de Salle ouvre le feu de l'atelier en présentant « deux formes concurrentes » issues de l'histoire de la Belgique, sur fond des rivalités religieuses qui ont longtemps marqué la vie des universités belges. L'Université libre de Bruxelles (ULB) est laïque, d'obédience maçonnique, libre-exaministe ; l'Université catholique de Louvain la Neuve (UCL) est confessionnelle.

Créée en 1830, l'Université libre de Bruxelles est éclatée sur plusieurs sites urbains, dont le campus Erasme, dédié aux disciplines médicales, qui « serait le point de départ d'un nouveau quartier urbain », pressent Jean de Salle.

Edifiée une première fois en 1425, l'Université catholique de Louvain s'est déplacée, en 1969, sur un nouveau territoire. La « nouvelle ville universitaire », construite sur le modèle anglais d'Oxford ou de Cambridge, avait inscrit dans son schéma directeur neuf « commandements ». Parmi eux : placer l'université comme « composante de la cité », inscrire le site universitaire comme « matrice de la ville », demeurer à échelle humaine, privilégier les accès piétonniers dans l'ensemble de la ville... Objectif : faire émerger une ville de 50 000 habitants avec une population de 15 000 étudiants. Aujourd'hui, la ville en compte respectivement 17 000 et 20 000...

« Linéaire, circulaire et excentrée » en Pays basque

C'est autour de la mise en réseau de ses quatre grands pôles que se conforte l'organisation universitaire basque espagnole. « Linéaire, circulaire, excentré, le Pays basque espagnol propose trois modèles universitaires », détaille Antxon Martinez Salazar, architecte urbaniste. Concepts multiples dans la forme ; concepts multiples également dans la maîtrise du foncier et le financement de départ.

Ainsi, à Bilbao, le bâtiment principal de l'université de Deusto est à flanc de montagne, sur un terrain issu d'une donation datant du début du 20^e siècle. L'implantation récente d'une bibliothèque universitaire située sur l'autre rive du fleuve Nervion, à quelques encablures du musée Guggenheim, répond à un « fonctionnement audacieux », juge l'architecte. La liaison entre les deux entités est en effet assurée par une passerelle enjambant le fleuve, au seul usage piéton.

A Saint-Sébastien en revanche, qui recèle deux pôles universitaires, la création du premier campus a nécessité des expropriations. Aujourd'hui, un plan de développement définit l'implantation de nouveaux bâtiments d'enseignement selon une trame linéaire. La création du second est le fruit de la collaboration entre les collectivités et des privés « jouant le rôle de sponsors ».

Le « mécène » de Lincoln

Faire émerger un nouveau lieu d'enseignement supérieur en ville moyenne serait-il « improbable ? » C'est pourtant le défi de Lincoln, raconté par Robert Towler, architecte, président de l'association régionale des urbanistes d'Alsace. Dans cette ville du Royaume-Uni, « l'université a constitué un déclic dans un environnement économique difficile », explique-t-il, si bien que « l'université et la ville se nourrissent mutuellement pour dépasser les difficultés sociales ».

Sans tradition universitaire, mais avec un passé économique lié à l'industrie mécanique qui a décliné à partir des années 1970, Lincoln (88 000 habitants) a réussi son pari lancé en 1990 : créer son université pour redynamiser l'économie locale.

Coût total de l'investissement : 110 millions d'euros. En 1995, les collectivités et une entreprise « mécène » démarrent le projet en s'adossant au site universitaire de Hull, situé à 80 km, mais « la mayonnaise ne prend pas ». En 2000, les autorités optent alors pour la création d'un pôle autonome. Un nouveau plan est proposé en 2002 sur une friche ferroviaire dont le foncier appartient à l'entreprise mécène, près du bassin portuaire. La Ville engage, à proximité des bâtiments universitaires, la construction de 3 000 logements étudiants, d'une bibliothèque, de salles de concert... Ne perdant pas l'idée que « l'implantation de l'université doit doper l'économie locale », les partenaires incitent des actifs à s'établir sur place et montent des pépinières d'entreprise.

Robert Towler admet toutefois que « l'histoire de Lincoln et de son campus est encore à créer ».

Les trois campus d'Heidelberg

Heidelberg, ville de 155 000 habitants (dont 26 000 étudiants) chantée par Goethe, possède la plus ancienne université d'Allemagne, fondée en 1386. Le campus originel est « enraciné dans la ville » avec « des bâtiments imbriqués en centre-ville », relève François Nowakowsky, architecte et enseignant à l'école nationale supérieure d'architecture de Strasbourg. Il relie, en dix minutes par le tramway, un second pôle de 350 hectares situé limite d'urbanisation. Décidé dans les années 1930, mais démarré en 1970 en « oubliant » l'environnement, sa « réalisation est partielle et labyrinthique », critique François Nowakowsky, précisant qu'« un autre plan est appliqué à partir de 1994, qui ménage des espaces publics et des traversées

piétonnes ». Dans le cadre du concours European, un projet vise aujourd'hui à « ouvrir le site sur la rivière et la ville ».

Un troisième lieu émerge, « au cœur d'un nouveau quartier qui s'inscrit dans le périmètre de la gare de triage », explique l'architecte. Destiné à accueillir des laboratoires de recherche et des pépinières d'entreprises, il fait l'objet, cette année, d'un concours pour réaliser un plan directeur, « avec toujours l'idée d'une plus grande ouverture sur la ville », insiste François Nowakowsky.

A la recherche du continuum strasbourgeois

La capitale alsacienne comprend trois sites universitaires intra-muros, objet du Plan campus, avec l'ambition de « créer un continuum » entre eux, souligne Michel Heibel, chargé de mission à la communauté urbaine. Le projet pourrait mettre à profit des opportunités foncières constituées de friches urbaines. Pour cela, une société commune de portage est créée sous la double gouvernance de l'université (51 %) et de la Caisse des dépôts (49 %), les collectivités assurant leurs compétences propres, comme la voirie...

A l'issue de l'atelier, il est difficile de conclure sur un modèle à suivre. « Les campus se doivent avant tout d'être attractifs » et « chaque campus est une pépite économique pour la ville », relève Catherine Trautmann en conclusion. Au-delà, « la réflexion sur l'université est inhérente à la place accordée à l'intelligence. Il s'agit d'un choix de civilisation, un choix de société qui doit échapper à la marchandisation », affirme l'ex-ministre de la Culture. Pour elle, « la place accordée à l'université dans la ville pose la question de la place réservée à la jeunesse dans des sociétés européennes vieillissantes ».

« La diversité des campus écarte le modèle », convient Patrick Baggio, architecte urbaniste et rapporteur de l'atelier. Un point commun cependant : « la ville et l'université sont en dialogue constant », poursuit-il. « Un discours sensible qui puise dans l'histoire des territoires européens ».

Florence Bord

Atelier 2

L'université et la ville : enjeux et coopérations

(chapo) – La floraison des Plans campus a révélé l'absence de tradition de partenariat entre le monde universitaire et la Ville (et les autres collectivités d'ailleurs). Selon l'histoire locale, les enjeux politiques et territoriaux - et peut-être aussi les personnalités - la gouvernance se construit dans la bonne intelligence, ou dans le conflit, ou ne se construit pas du tout.

« Le projet universitaire est nécessairement un projet de ville », prévenait la présentation de l'atelier intitulé « L'Université et la ville : enjeux et coopération », présidé par Jérôme Goze, directeur du programme immobilier de l'opération Campus de Bordeaux. Cette affirmation d'apparence anodine soulève la question incontournable d'un modèle de gouvernance encore en devenir.

Le spectre de la « Finistérisation » en Bretagne

« Les universités tiennent une place éminente dans la fortification des villes et l'organisation des territoires », démontre Daniel Le Couédic, fondateur de l'institut de géo-architecture de l'Université de Brest. Son cas d'école : l'histoire de l'université de Bretagne depuis sa création en 1460, à ... Nantes.

Déménagée à Rennes, concurrencée de nouveau par Nantes, puis par Brest, puis par le projet d'une quatrième université entre Vannes et Lorient, l'université bretonne retrouva un « front uni », à la faveur d'une « bourde de la Datar » qui vexa fort localement. La Délégation baptisa la mise à l'écart des axes de développement européens de « Finistérisation », et qualifia à cette occasion les universités de Brest et Lorient/Vannes de « centres universitaires d'intérêt local ». Double affront !

Aujourd'hui, à l'heure de la métropolisation, « une alliance se noue entre les deux capitales bretonnes, qui implique spécialement la recherche et les universités », observe Daniel Le Couédic. Il n'empêche, « la question de l'identité régionale affronte régulièrement les ambitions de deux villes tentées désormais de ne faire qu'une métropole », estime le professeur d'aménagement et d'urbanisme. Pour preuve, lorsqu'en novembre 2008, Nicolas Sarkozy évoqua la possibilité d'un « possible retour de la Loire-Atlantique en Bretagne », la Région Bretagne « a applaudi », le Département en question « s'est réjoui », seuls Jean-Marc Ayrault et Daniel Delaveau, les maires de Nantes et de Rennes, n'ont pas manifesté grand enthousiasme.

Le sens de l'histoire irait néanmoins vers « une alliance de raison », anticipe-t-il.

Marseille : une vision spatiale partagée à construire

Le Plan campus d'Aix-Marseille Université (83 000 étudiants) vise à fédérer les acteurs universitaires, économiques et les collectivités, « dans la perspective de fusion à court terme des trois universités », explique Louis-Laurent Dupont, directeur des études de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise. Dans ce cadre, la mission de l'AgAM est de définir « l'inscription des cinq campus dans la Ville, dans ses dimensions urbaines, sociales et économiques », en privilégiant les regroupements disciplinaires. Malheureusement, il « n'existe pas encore de vision spatiale partagée du projet », regrette Louis-Laurent Dupont. Cette quête de vision se construit notamment en relation avec les orientations définies en parallèle dans les documents d'urbanisme. Le Scot aurait ainsi permis « d'avancer dans le consensus », sur la question de la densité, du partenariat avec le monde économique et de la relocalisation des campus en fonction des réseaux de transport en commun à conforter ou à créer.

Il s'agit alors de « concevoir un réseau de campus comme un ensemble de sites complémentaires avec des profils marqués ». Et d'énumérer : le campus de Luminy dans le futur Parc national des Calanques ; le site périphérique de Saint-Jérôme dans la Zup des quartiers Nord ; Marseille Centre à la recherche d'« une densité à retrouver » afin de renforcer la « lisibilité de la présence étudiante » ; la Belle de mai inscrite dans ce lieu « symbolique, social et économique »...

« Le Plan campus est issu des universitaires, sans participation de la commune de Marseille ni de la Communauté urbaine », regrette, dans la salle, une personne de la direction de l'urbanisme de la Ville. « C'est vrai », concède Louis-Laurent Dupont, mais « on est dans une dynamique ».

Montpellier : la Ville maître d'ouvrage

A Montpellier, « la Ville s'est sentie compétente sur le cadre spatial du projet campus », au point qu'elle a rédigé le cahier des charges du Schéma directeur d'aménagement du secteur campus. Elle l'a piloté dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage dans laquelle sont associés l'Université, la Communauté d'agglomération, le Département et la Région, explique Rémy Ailleret. « La gouvernance est difficile à instaurer mais l'idée d'un intérêt commun est acquise par tout le monde », se félicite le DGAS de la Ville en précisant qu'entre la Ville et l'Université, « il n'y avait pas de tradition de partenariat ». Il souligne également que le Rectorat a joué un rôle de « facilitateur ».

La rédaction du schéma directeur, confié à l'architecte-urbaniste Antoine Garcia Diaz, affirme notamment l'ambition d'« améliorer encore l'encrage du campus à la ville et au cœur historique ». Ce campus multi-sites, qui accueille 52 000 étudiants, est en effet constitué d'« emprises hermétiques, sans lisibilité, ni centralité, ni espace public structurants », représentant 300 hectares dans un triangle de 900 hectares rattrapé, en l'espace de quarante ans, par l'urbanisation.

Lyon : l'ouverture, si je veux !

« Je dois être le seul président de PRES, peut-être même le seul universitaire dans la salle », lance Michel Lussault en prenant la parole. « Pour moi, il aurait été incongru que ce soit quelqu'un d'autre – par exemple de la Ville – qui présente Lyon Cité Campus », explique le président de l'Université de Lyon, sous l'œil mi hostile, mi amusé d'un public essentiellement composé d'urbanistes. « C'est notre projet et nous en faisons un terrain d'épreuve à travailler collectivement : projet pédagogique, culturel, social, urbanistique et plus si affinités », affirme-t-il.

Un projet qui intègre le développement des offres de logements (construction de 1 600 logements et réhabilitation de 850 autres dans le cadre d'opérations-tiroirs) et de restauration « pour les étudiants et les chercheurs », de vie associative, culturelle et sportive... mais aussi une « ouverture vers la cité avec le développement des capacités d'accueil, l'accessibilité à tous les handicaps et l'insertion des campus dans la ville », comme l'explique une plaquette distribuée en séance.

Aux questions des urbanistes de la salle, Michel Lussault répond (volontairement ?) à côté. A l'un qui l'interroge sur « la notion de quartier », il répond « agora au sein du campus ». Un autre le taquine sur « la mixité » ? Il met en avant le fait que « tous les quartiers sont mixtes Enseignement/Recherche ». Une manière, peut-être, de rappeler qu'il « n'est pas de ceux qui cède aux injonctions (même aux bonnes) ! », comme il l'avait prévenu en introduction de sa prestation, à propos de « toutes ces injonctions d'ouverture faites aux campus ».

Bordeaux : la « gestion des vides »

Antérieur au Plan campus, le Plan d'aménagement urbain et paysager du domaine universitaire de Bordeaux a été conçu par Tania Concko. L'architecte présente autant ses plans (visant à « montrer, simuler des atmosphères ») que sa conception sensible (et - pourquoi ne pas le dire ? - sensuelle) des relations que doivent entretenir, selon elle, ville et université.

Tania Concko se réjouit ainsi d'avoir répondu à « une dynamique de campus ouvert, de campus sans barrière », en travaillant sur « les modes de vie, de travailler, d'habiter » afin de penser la relation ville/université comme une « relation d'osmose ». Cherchant à « refléter l'intensité de ce lien », elle a pris le parti de la « gestion des vides ».

Son programme est animé par « l'envie de redonner une pensée à l'imaginaire social », se traduisant par « trois bandes programmatiques : trois traversées placées au cœur d'une centralité, avec une atmosphère et une architecture plus contemporaine ».

« Le projet reste un dispositif stratégique qui doit être aujourd'hui repris dans un nouveau contexte qui est l'opération campus », précise l'architecte. Voilà qui rassurera un urbaniste qui, au fond de la salle, commentait amèrement : « autant avant, l'hégémonie des universitaires pouvaient poser problème ; autant là, je ne vois pas le projet ».

Et si l'apprentissage d'une culture commune était un préalable à la gouvernance ?

Valérie Liquet

Atelier 3

L'université de demain : campus réels et campus virtuels

(chapo) - Les interactions physiques entre l'université et la ville sont aussi importantes que la question d'une université exclusivement numérique lorsqu'on évoque le campus de demain. Choisi pour inaugurer le Plan Campus ou jugé prometteur, numérique ou bien ancrés dans leur territoire, quatre campus sont présentés lors de l'atelier « l'université de demain : campus réels et campus virtuels », dont le rapporteur est Jean-Marc Offner, directeur de l'agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine.

Douze universités nationales ont été choisies en 2008 et 2009 pour inaugurer le Plan Campus voulu par Nicolas Sarkozy. Parmi elles, l'Université de Bordeaux, qui s'intéresse au numérique et met en place un système de recherche sur ses usages, et les écoles et universités du plateau de Saclay.

D'autres ont obtenu la mention "campus prometteurs" pour projet à fort potentiel scientifique et pédagogique. C'est le cas de l'université de Paris Est et du projet de campus numérique porté par le PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) Université européenne de Bretagne, qui est un exemple de création d'un campus virtuel pour lutter contre l'éparpillement géographique.

Des doctorants du monde entier à Marne-la-Vallée

Yves Lichtenberger, président du PRES de l'Université de Paris Est, est fier de son travail et il le dit ! « C'est une de nos fiertés d'avoir créé des liens entre Marne-la-Vallée, Créteil et l'Université. Le projet universitaire a contribué à ce rapprochement des collectivités ». Alors que « territoire et université ne rimaient pas spontanément ensemble », les choses ont changé dans cette partie de la région parisienne. L'objectif étant pour Yves Lichtenberger « d'ancrer une université dans son territoire, à sa population, à son bassin d'emploi et de formation » et d'attirer des doctorants du monde entier, signe que le campus possède un « niveau d'attractivité internationale » satisfaisant. Côté collectivités, l'université apporte, avec la recherche, « des ressources pour des activités nouvelles ». Un échange de bons procédés en somme. Yves Lichtenberger insiste sur la nécessité « d'une cohérence territoriale et de la constitution d'un espace identitaire dans lequel la communauté se reconnaît ».

L'université et la ville nécessitent ainsi « un schéma directeur urbain » commun avec « des transports, une dimension numérique, du logement, une offre culturelle et sportive ». Le numérique n'est, là, qu'un outil.

Saclay : Silicon valley à la française

En région parisienne, le plateau de Saclay concentre les espoirs de voir un jour naître une « Silicon valley à la française ». De nombreuses écoles prestigieuses, des universités et des entreprises... tout y est. Mais le projet qui devra en faire une zone cohérente ne devrait être sélectionné, dans le cadre de l'OIN (Opération d'intérêt national), qu'à l'automne.

Pour l'Université d'été des urbanistes, Bernard Reichen a présenté le sien, non retenu, étudié dans la perspective du Plan Campus. Là encore, l'avenir du campus était envisagé sous l'angle d'une intégration à l'espace et d'une communion avec les collectivités locales.

L'idée de l'architecte-urbaniste s'articulait autour de liaisons et de connexions entre les acteurs de cet immense plateau de deux millions de m². Son modèle : la structure des collèges d'Oxford « qui ont chacun une vie interne au sein de leur cour, et une vie commune dans la cité ».

Les « fermes » du plateau auraient pu être construites sur ce principe. Chaque « ferme » aurait ensuite été reliée aux autres par des moyens de transports doux et lents, imaginant un TCSP (Transport en commun en site propre) ne dépassant pas 20 km/h. Trois points de connexion centraux auraient desservi les différents lieux de vie, de service et de sociabilité. Les différentes « fermes » intérieures auraient pu contenir des services ou des lieux de sociabilité à mutualiser entre les acteurs que sont les universités, les écoles et les communes. Force est de constater que le numérique n'a pas eu vraiment droit de cité dans le projet de l'urbaniste.

Bretagne numérique : solution de territoire

Quand Bertrand Fortin, président du PRES Université européenne de Bretagne, présente son projet d'université numérique, l'assistance comprend que le problème est « territorial avant tout ». L'enjeu part de deux interrogations : « comment avoir un poids quand on est éparpillé ? » ; « comment créer un maillage universitaire cohérent entre Brest, Rennes, Vannes et Quimper ? »

« La solution a été de créer un PRES à échelle régionale avec trois enjeux : irriguer le territoire ; viser l'excellence ainsi que la visibilité européenne et internationale ; accompagner l'économie d'un territoire », précise Bertrand Fortin. Dès lors, le choix numérique se serait imposé, car « c'est un facteur d'attractivité et de co-développement ».

Le réseau informatique a donc été mis en place, mais il avait besoin d'une connexion plus performante. Un appel d'offres opérationnel a été lancé pour que tous les sites soient connectés avec 10 Gb/s, soit un haut débit, à l'horizon de mai 2010. Soixante millions d'euros ont été investis dans ce projet baptisé UEB c@mpus (pour « Université européenne de Bretagne » et dans clin d'œil à la ressemblance phonétique avec le web). Ce campus permettra de « généraliser les pratiques et collaborations en recherche et enseignement, rendre plus performants nos systèmes d'information, développer les partenariats avec les entreprises et les pôles de compétitivité, faire de tous les sites distants un seul campus visible qui apparaisse comme tel, en interne comme en externe, pour les étudiants, les enseignants et les partenaires ».

Bertrand Fortin insiste toutefois : « il faut arrêter le débat selon lequel il y aurait soit le tout-numérique, soit le tout-béton. Les étudiants présents sur le campus ont aussi besoin d'un soutien a-synchronisé, car beaucoup d'entre eux travaillent ».

Bordeaux : « de l'intelligence dans le béton »

Chargé de mission pour l'Université numérique d'Aquitaine, Didier Paquelin présente les questionnements et les voies envisagées pour développer cette université du futur. « A chaque région ses caractéristiques. Si l'Aquitaine n'est pas une péninsule comme la Bretagne, elle a aussi besoin du numérique pour répondre à des contraintes géographiques comme la présence, sur le territoire, du département le moins peuplé de France, les Landes ». Pour se projeter dans l'avenir, la région devait donc saisir l'opportunité de mettre « de l'intelligence dans le béton ». Objectif : « anticiper un nouveau modèle d'université ».

Afin d'accompagner les questionnements opératoires sur les financements, les modes de partenariats ou encore les dispositifs de mutualisation, la Région a mis en place, en 2009, le système Raudin (Recherches aquitaines sur les usages pour le développement des dispositifs numériques), prévu sur trois ans. Ambition : constituer un pôle aquitain de compétences en recherche sur la question des usages numériques en Aquitaine, sous la direction scientifique de Didier Paquelin, spécialisé dans les dispositifs numériques d'information et de communication médiatisées, les processus d'innovation et les usages.

Si le numérique n'a pas été au centre des discussions de l'atelier sur les campus de demain, il sera sans aucun doute indispensable pour apporter des solutions à la hauteur des enjeux territoriaux.

Dominique Salomon